



Si l'histoire de la gauche a toujours été parcourue de multiples courants, ceux-ci correspondaient souvent à des différences stratégiques sur les moyens pour changer la société, et notamment le système capitaliste. Réformes, révolutions, compromis avec le capital, radicalités, dans le cadre de la République ou en dehors, par les urnes ou par les armes, etc., les débats qui ont traversé la gauche ont toujours existé.

Peu à peu, et vers la fin du XXème siècle, 2 gauches se sont imposées : une gauche réformatrice, sociale-démocrate (incarnée par Michel Rocard) et une autre plus radicale, plus anti-capitaliste (incarnée par François Mitterrand et le Parti Communiste Français - oui, j'ose). Ces 2 gauches débattaient sévèrement mais étaient tout à fait aptes à gouverner ensemble. Les exemples des gouvernements d'Union de la Gauche en 1981 ou de la Gauche Plurielle en 1997 l'attestent.

Je pense qu'aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Clairement, ces 2 gauches sont irréconciliables et ne peuvent pas gouverner ensemble. Le PS embraye le pas des politiques libérales d'austérité, alors que le Front de Gauche pense qu'il faut sortir de cette ornière creusée par des années de construction européennes uniquement tournées vers ces politiques libérales. Tout ceci a été particulièrement illustré hier soir dans le débat qui opposait Jean-Luc Mélenchon, le candidat à la présidentielle pour le Front de Gauche et Jérôme Cahuzac, Ministre du Budget et membre du Parti Socialiste.

Ma précédente note parlait déjà de Jérôme Cahuzac. N'y voyez rien de personnel, je n'ai rien contre cet homme. J'ai même presque eu de la sympathie pour lui hier soir lorsqu'il s'interrogeait sur le fait qu'aucun juge d'instruction n'ait été nommé suite à ses 3 plaintes dans l'affaire qui l'oppose à Mediapart. Je me pose les mêmes questions quant aux plaintes que j'ai déposées contre Vae Solis et la filiale de la Lyonnaise des Eaux ! Ceci dit, j'ajouterais quand même qu'il ne faut pas trop s'étonner des dysfonctionnements de la justice lorsqu'on entérine la baisse massive des budgets de la fonction publique, dont celle de la justice. Ça n'a pas dû échapper à un Ministre du Budget !

Pour le reste, si je n'ai rien contre lui spécifiquement, force est de constater qu'il représente toute cette gauche sociale-libérale qui passe par dessus bord tous les analyses, combats et valeurs de la gauche depuis toujours. Pourtant, ce n'est pas dans un souci de modernité : ces solutions de compromis entre le capital et le salariat visant à améliorer la vie des salariés datent des années 70. Aujourd'hui, très clairement, ça ne marche plus. Et ce n'est pas le simple effet de la crise qui provoque cela. Bien avant déjà, la finance-reine et le capital s'octroyaient une part de plus en plus importante des richesses produites, aux dépens de nos emplois et de nos revenus. La crise a bien sûr accéléré encore ce processus. Mais la crise n'est pas que la cause : elle est aussi la conséquence de ces politiques. L'accumulation indécente de certaines fortunes réintroduites dans la bulle spéculative se fait au détriment de salaires qui seraient réintroduits dans la consommation, donc dans la production réelle de marchandises. Autre grosse divergence d'analyse avec les années 70 : la question écologique. Nous ne pouvons plus nous référer à la croissance comme simple thermomètre de la bonne santé d'une économie. De la croissance pour produire quoi ? Pour que les gens consomment quoi, où ? Ces questions doivent aujourd'hui venir impacter nos réflexions. Au Parti de Gauche, nous l'avons fait : c'est l'écosocialisme.

Ces divergences ont été symbolisées dans la phrase de conclusion au débat de Jérôme Cahuzac : « *la lutte des classes, je n'y ai jamais cru* ». Bigre ! Comme s'il s'agissait d'une croyance... C'est un fait, une réalité sociale et économique. Lors du processus de production, la répartition des richesses s'établit entre le capital et le travail. Plus l'un se rémunère, plus c'est au détriment de l'autre. Quelle que soit la taille du gâteau, le partage des parts ne se fait pas entre gentlemen assis cordialement autour d'une table. La part acquise par les salariés a toujours été l'objet de luttes, parfois sanglantes et cruelles. Rien n'a été octroyé gracieusement par le capital : ni les salaires, ni leur augmentation, ni les retraites, ni les congés payés, ni l'interdiction de travail des enfants, etc. J'ai envie de citer Warren Buffett, l'un des hommes les plus riches du monde et financier de profession :

« *Tout va très bien pour les riches, nous n'avons jamais été aussi prospères. C'est une guerre de classes, et c'est ma classe qui est en train de gagner* »

Une autre petite phrase de Jérôme Cahuzac, passée plus inaperçue, est tout aussi révélatrice :
« *Les revenus du capital ne sont pas plus infamants que ceux du travail* »

. Lorsque de colossaux salaires se transmettront par l'héritage, nous rediscuterons de cette phrase. En attendant, le capital (et ses revenus) se transmettent à la naissance, pas les salaires ! Sur les 10 premières fortunes de France, 7 sont héritées. Je ne sais pas si c'est plus ou moins

« *infamants* »

, mais c'est sacrément plus injuste !

Et ce n'est pas prêt de s'arrêter. Pour tous ceux qui avaient encore un quelconque espoir dans une réforme fiscale qui serait plus redistributive, oubliez : le Ministre du Budget l'a dit hier soir « *la grande réforme fiscale, c'est fait* »

. La finance peut dormir tranquille. Les salariés, chômeurs, retraités beaucoup moins ! Hier soir, Jean-Luc Mélenchon s'est efforcé de démontrer qu'on pouvait faire autrement. Que ce n'était pas une question de « possible ou pas », mais de « volonté ou pas ». Et Jérôme Cahuzac, par toutes petites phrases distillées tout au long de l'émission l'a clairement dit : le gouvernement ne veut pas. Il pense même que ce n'est pas souhaitable.

Pour autant, il a quand même joué la petite musique habituelle de ceux qui renoncent : « Ce que vous proposez ne marchera pas ». Ce à quoi je répondrais « ce que vous faites ne marche pas ! »